

République Française

Département de la Seine-Maritime

MAIRIE D'ARQUES LA BATAILLE

ARRETE

Mme Maryline FOURNIER, Maire d'ARQUES-LA-BATAILLE,

- Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-4,
- Vu Le Code de la Route,
- Vu Les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 7 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et des autoroutes,
- Vu L'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992,
- Vu la demande présentée le 29 août 2024 par l'entreprise CEGELEC SDEM, sollicitant la mise en place de mesures de restrictions de la circulation et du stationnement pendant les travaux de remplacement de l'éclairage public.

CONSIDERANT : Que pendant le déroulement de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement afin d'assurer la sécurité des usagers.

ARRETE

Article 1^{er} - A compter du **16 septembre 2024**, pour une durée de la réglementation de **60 jours**, selon les besoins et en fonction de l'avancement du chantier, **le stationnement des véhicules de toutes catégories sera interdit** et la largeur de chaussée sera rétrécie et/ou la circulation sera réduite à une voie et régulée par alternat **rue de la Libération (RD154), rue Laborde Noguez, rue de Creny, rue du Bel, les terrasses de la Varenne et les résidences les côtes du château** à Arques-la-Bataille.

Article 2 - Une signalisation de chantier conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire sera mise en place par les soins et aux frais de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux. Les prescriptions suivantes sont imposées :

1 : La largeur minimum de chaussée libre au droit du chantier et permettant le passage des véhicules ne devra pas être inférieure à 3 mètres.

2 : Alternats de circulation :

La circulation des véhicules de toutes catégories s'effectuera par demi-largeur de chaussée et par sens alternés, réglés soit au moyen de feux tricolores de chantier, soit par pilotage manuel au moyen de piquets K10.

La vitesse sera limitée à 30km/h.

Article 3 - Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal par les autorités de Police.

DESTINATAIRES : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police de Dieppe
- Monsieur le Garde Champêtre d'Arques-la-Bataille
- Monsieur le Responsable de l'Agence Territoriale de la Direction des Routes de Seine-Maritime
- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux d'Arques-la-Bataille, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arques-la-Bataille, le 10 septembre 2024
Le Maire, Maryline FOURNIER.

- ✓ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- ✓ informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

